



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

concentration des richesses

Question au Gouvernement n° 1581

Texte de la question

CONCENTRATION DES RICHESSES

M. le président. La parole est à M. Michel Larive.

M. Michel Larive. Monsieur le Premier ministre, à votre grand débat, les ONG Oxfam et Attac vous opposent leurs grands constats. Les vingt-six individus les plus riches de la planète possèdent autant de richesses que la moitié de l'humanité. En France, les groupes du CAC 40 ont, en 2018, versé à leurs actionnaires 60 % de leurs profits, soit 58 milliards d'euros, établissant ainsi un nouveau record en la matière.

La corrélation entre la croissance des inégalités dans le partage des richesses et l'augmentation de la pauvreté dans notre pays est évidente. Mais, en conscience, vous choisissez de sous-taxer les plus fortunés quand, dans le même temps, les services publics cruciaux, comme la santé ou l'éducation, s'effondrent, faute de financement. *(Applaudissements sur les bancs du groupe FI et sur quelques bancs du groupe GDR.)*

Aujourd'hui, le peuple de France se mobilise pour demander plus de justice fiscale et sociale. Vous ignorez ces injonctions populaires et légitimes pour privilégier celles de l'oligarchie dominante. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe FI.)* Vous l'avez dit, vous ne rétablirez pas l'ISF. Vous ne réviserez pas votre politique d'attribution du CICE. Vous vous obstinez à transférer la charge fiscale des nantis vers les plus pauvres. À Versailles, vous flattez et vous honorez les multinationales, dont les pratiques fiscales sont dénoncées jusque dans notre propre ministère des finances. À Souillac, vous cantonnez le peuple derrière des barrières et des cordons de CRS, à des kilomètres de votre aimable consultation.

Ces rapports d'Oxfam et d'Attac dévoilent l'ampleur de la catastrophe sociale que traverse notre pays, et le désespoir qui l'accompagne. Le danger pour notre République est d'être sourd au cri de colère des gilets jaunes, qui fait écho à ce drame. La dérive autoritaire de votre Gouvernement n'y changera rien.

Monsieur le Premier ministre, avec tout le respect que je vous dois, parce que je me la pose et que les Français se la posent, je dois vous poser cette question : avez-vous vraiment conscience de l'état de délabrement social dans lequel se trouve notre pays ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe FI.)*

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics. Comme vous, j'ai lu le rapport d'Oxfam et, comme vous, j'ai constaté que la concentration des richesses à l'échelle mondiale était une constante ; ainsi, ce rapport soulignait déjà en 2015 et 2016 que 1 % des habitants les plus riches de notre planète détenaient le même niveau de richesses que le reste de l'humanité.

J'ai aussi vu dans ce rapport, au-delà des titres et des illustrations extrêmement parlants sur la concentration de la richesse à tous les niveaux, que notre pays, la France, figurait parmi les mieux classés. Nous sommes le troisième pays en matière de redistribution. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

Une députée du groupe LaREM . Bravo !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État. Grâce au système de redistribution fiscale et sociale, les inégalités de richesses et de revenus entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres sont ramenées de 21 à 6, et de 8 à 4 entre les 20 % les plus riches et les 20 % les pauvres. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

M. Aurélien Pradié. Le coq a chanté trois fois !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État. J'ai aussi vu, monsieur le député, puisque vous avez mis en avant ce sujet dans votre question, que la réforme de la fiscalité du patrimoine, que la majorité s'est engagée à évaluer, n'avait pas eu d'impact sur la concentration des richesses à l'échelle de notre pays.

Surtout, monsieur le député, j'ai vu dans ce rapport, comme l'immense majorité des parlementaires, une interpellation et une invitation à agir. C'est ce que nous faisons en augmentant le revenu des plus défavorisés,...

M. Éric Coquerel. C'est une blague, vous avez vu les chiffres ?

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État. ...avec la revalorisation des minima sociaux comme l'allocation aux adultes handicapés, le minimum vieillesse et les prestations versées aux familles monoparentales. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM et MODEM.*) Cela passe par le renforcement du revenu de celles et de ceux qui travaillent et qui ont les revenus les plus faibles, avec l'augmentation de la prime d'activité. Cela passe également par la réduction des dépenses contraintes ; à ce titre, le travail mené par Agnès Buzyn en matière sociale sur le « reste à charge zéro » vise à ce que les ménages les moins favorisés de notre pays aient moins à payer pour des dépenses qui leur sont imposées, notamment en matière médicale.

M. Ugo Bernalicis. Vous mentez !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État . L'ensemble des mesures que nous prenons pour réduire la pauvreté et les inégalités méritent d'être soutenues. Parce que vous êtes conscient de cette concentration des richesses et parce que vous avez été interpellé par Oxfam, je suis convaincu que vous soutiendrez les prochaines mesures que nous vous présenterons. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Michel Larive](#)

Circonscription : Ariège (2^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1581

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)

Ministère attributaire : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [24 janvier 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [24 janvier 2019](#)